

## Adaptation aux changements climatiques

Élections 2025

---

### **Protéger nos maisons : le coût assurantiel**

- Se loger coûte plus cher en raison du climat. L'assurance habitation devient plus coûteuse et difficile d'accès dans les zones à risque, certaines maisons perdant même de la valeur. L'assurance habitation a même été multipliée par quatre après certaines inondations au Québec.
- Depuis plus de dix ans, le coût des sinistres catastrophiques assurés au Canada s'élève à 2,5 milliards de dollars ou plus chaque année<sup>1</sup>. En 2024, le Canada a connu une année record en matière de pertes liées aux intempéries, avec des dommages assurés totalisant 8,5 milliards de dollars<sup>2</sup>.
- Au Québec, les assureurs versent maintenant en moyenne plus de 428 millions \$ par année en indemnisations pour des catastrophes naturelles, une somme en forte hausse qui finit par se refléter dans les primes d'assurance payées par les ménages<sup>3</sup>.
- Au Québec, sept événements météorologiques majeurs de 2017 à 2023 ont entraîné pour 561 millions \$ d'indemnisations<sup>4</sup>.

### **Assurances habitation**

- Lorsqu'une catastrophe naturelle survient, les gouvernements débloquent des sommes pour indemniser les victimes qui ne sont pas assurées. Le partage des coûts entre Ottawa et les provinces est préétabli dans le programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe.
- Le programme des Accords d'aide en cas de catastrophe est essentiel, mais il ne remplace pas une assurance. C'est un programme de dernier recours qui ne couvre pas tout, dont la couverture est minimale et varie d'une catastrophe à l'autre, et dont les indemnisations mettent du temps à être versées.
- En règle générale, lorsqu'une assurance contre les débordements de rivière atteint 1 500 \$, l'assureur la juge prohibitive et ne l'offre carrément plus. Avec la multiplication des débordements de rivières, de plus en plus d'habitations ne sont ainsi plus assurables.

---

<sup>1</sup> Bureau d'assurance du Canada. (s.d.). Catastrophes. Bureau d'assurance du Québec.

<sup>2</sup> Bureau d'assurance du Canada. (2025, 13 janvier). 2024 bat le record de l'année la plus coûteuse de l'histoire du Canada en termes de pertes liées aux intempéries, soit 8,5 milliards de dollars.

<sup>3</sup> Bureau d'assurance du Canada. (s.d.). Catastrophes et assurance de dommages

<sup>4</sup> Le Hirez, C. (2023, 10 mars). Changements climatiques : votre maison est-elle bien assurée ? Protégez-vous.

- Une maison qui n'est plus assurable, c'est une maison qui n'est plus vendable non plus : les institutions financières n'offrent généralement pas de prêts hypothécaires pour les résidences non assurables;
- Selon le Mouvement Desjardins, 3% des résidences existantes sont actuellement dans cette situation et la proportion est appelée à augmenter avec les effets des dérèglements climatiques;
- Le Bloc Québécois réclame un programme de coassurance par lequel le gouvernement fédéral prendrait à sa charge une part de la prime d'assurance des habitations à prime trop élevée pour être actuellement disponibles sur le marché;
- Cette mesure permettrait à la quasi-totalité des maisons actuellement non assurables de le devenir à nouveau.
- Le gouvernement avait évoqué une telle mesure dans l'énoncé économique de 2023, mais, depuis, c'est le silence radio;
- Pour le gouvernement, le programme serait pourtant à coût nul : une habitation assurée ne serait plus à la charge du programme des Accords d'aide en cas de catastrophe;
- Notons qu'une telle mesure concerne uniquement les résidences existantes dans des zones constructibles. Elle n'équivaut pas à encourager la construction en zone inondable.

### **Infrastructures d'adaptation**

Le Bloc Québécois propose d'investir en adaptation et en infrastructures afin de réduire les risques et de limiter la facture climatique assumée par les citoyens et les municipalités du Québec.

- Il exigera des réinvestissements immédiats et structurants dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC).
  - Le FAAC finance des projets de résilience comme les digues et protections contre les inondations, réduisant ainsi les pertes potentielles.
  - Le Bloc propose d'y ajouter 875 M\$ sur cinq ans.
- Il exigera une hausse de 500 M\$ du financement fédéral pour contrer l'érosion des berges;
  - Ces sommes devront servir tant à l'érosion côtière qu'à l'érosion causée par le trafic maritime sur la voie maritime du Saint-Laurent
- Le Bloc Québécois proposera de reconduire le programme de prêts pour les maisons plus vertes, un investissement de 2 G\$ sur cinq ans.
- Il proposera de transférer tous les fonds sectoriels fédéraux en infrastructures municipales directement au Québec dans le programme de la Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec afin de simplifier le processus.

## Les risques climatiques

- En 2023, le Québec a connu une saison des feux de forêt sans précédent, avec plus de 5 millions d'hectares brûlés, soit environ 316 fois la moyenne décennale de 15 800 hectares<sup>5</sup>.
- Un autre exemple concerne les tempêtes amenant des rafales et des pluies intenses. Les restes de l'ouragan Debbie ont déversé des pluies torrentielles sur le Québec à l'été 2024. Des routes ont été submergées et coupées dans plus de 50 localités. Les dommages totaux sont estimés à 2,5 milliards \$, un montant record dépassant même le coût de la célèbre tempête de verglas de 1998<sup>6</sup>.
- Selon un rapport de l'Institut climatique du Canada, les inondations et feux de forêt pourraient coûter en moyenne 214 millions de dollars par an au Québec dans les prochaines années si aucune mesure d'adaptation n'est prise<sup>7</sup>.
- Les dommages aux logements causés par les tempêtes, inondations et incendies ont coûté 4,3 milliards \$ en 2023 au Canada. Ces coûts pourraient atteindre 13,6 milliards \$ par an d'ici 2100 si aucune adaptation n'est mise en place.
- Selon l'UMQ, les routes et les infrastructures d'eaux sont les infrastructures qui seront le plus affectées par les changements chroniques du climat<sup>8</sup>.
- Chaque dollar investi dans les mesures d'adaptation (infrastructures résistantes, protection des écosystèmes, innovations, etc.) peut générer, selon plusieurs estimations, jusqu'à 13 à 15 \$ d'économies en dommages évités<sup>9</sup>.
- À l'avenir, les chocs fiscaux risquent de se multiplier en l'absence de mesures d'adaptation adéquates. Or, des chercheurs estiment que les investissements en adaptation aux changements climatiques pourraient générer 21,5 milliards \$ d'économies en prévention des inondations et éviter 9,73 milliards \$ de dommages liés à l'instabilité du réseau hydroélectrique<sup>10</sup>.
- Les dérèglements climatiques peuvent freiner l'activité économique locale ou sectorielle. Il est d'ailleurs estimé que le coût des changements climatiques pour les industries québécoises sera entre 9,2 milliards \$ et 12,3 milliards \$ d'ici 2075<sup>11</sup>.

---

<sup>5</sup> Société de protection des forêts contre le feu. (2024). Rapport annuel

<sup>6</sup> [Journal de Québec. \(2024, 13 septembre\). Les inondations d'août ont causé près de 2,5 G\\$ de dommages assurés, dit le Bureau d'assurance du Canada.](#)

<sup>7</sup> Institut climatique du Canada. (2023). Les coûts des changements climatiques sur l'économie canadienne

<sup>8</sup> Rapport Ouranos pour l'UMQ.

<sup>9</sup> Institut Climatique du Canada. (s.d.). Adaptation aux changements climatiques

<sup>10</sup> Jarray, R. et Mahfoud, (s.d.). « Social Cost of Climate Change, Quebec's infrastructure and cost of adaptation measures ». Paris School of Economics

<sup>11</sup> Quéméner, G., & Jonquères Cauquil-Gleizes, J. (2025). Cost of climate change for Québec's industries & possible adaptation measures. J&Q Consulting.